

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Les-Etats-Unis-en-guerre-de-basse-intensite-contre-Cuba>

Les États-Unis en guerre de basse intensité contre Cuba

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

Date de mise en ligne : vendredi 12 septembre 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Philip Agee, ancien agent de la CIA, explique en détail les méthodes employées par les États-Unis dans leur guerre contre Cuba. La CIA finance et manipule associations, ONG, syndicats, mais aussi cellules terroristes. Celles-ci trouvent sur le sol américain un sanctuaire pour leurs activités. L'étude de Philip Agee permet de mieux comprendre le fonctionnement de ces réseaux de déstabilisation, qui se sont illustrés en avril 2002 au Venezuela, mais agissent aussi hors d'Amérique latine.

[<http://www.elcorreo.eu.org/IMG/jpg/doc-44.jpg>]

« Alpha 66 » Commando anti-castriste basé à Miami.

Par Philip Agee
10 septembre 2003

Warren Hinkle et William Turner, dans *The Fish is Red*, sans doute le meilleur livre sur la guerre de la CIA durant les 20 premières années de la révolution cubaine, relate les efforts de la CIA pour sauvegarder la vie d'un de ses batistiens. Ceci eut lieu en mars 1959, moins de trois mois après le triomphe du mouvement révolutionnaire. Le sous-chef de la principale police secrète de Batista, qu'appuyait la CIA, avait été arrêté, jugé et condamné à mort par balle. L'Agence avait créé cette unité de police en 1956 et l'avait baptisée Bureau de répression des activités communistes, ou BRAC. Entraîné, équipé et financé par la CIA, celui-ci devint ce que l'on peut appeler la pire des organisations de torture et d'assassinat de Batista, imposant sa terreur à toute l'opposition, et pas seulement aux communistes. Le sous-chef du BRAC, un certain José Castaño Quevedo, avait été entraîné aux USA et servait d'agent de liaison entre le BRAC et la station de la CIA de l'ambassade nord-américaine. Après avoir eu connaissance de la sentence, le chef de la station de l'Agence envoya un collaborateur journaliste du nom de Andrew St. George au quartier général du Che Guevara, qui était chargé des tribunaux révolutionnaires, pour plaider la grâce de Castaño. En vain. St. George quitta le quartier général du Che, dans la forteresse de La Cabaña, pour l'ambassade des États-Unis, située près du front de mer, afin d'informer de son fiasco. Le chef de la CIA répondit sur un ton solennel : « C'est une déclaration de guerre ». Il faut dire que la CIA perdit encore beaucoup de ses agents cubains durant ces premières journées et les années de guerre non-conventionnelle qui suivirent.

Aujourd'hui, lorsque je roule sur l'avenue 31 en direction de l'aéroport, juste avant de contourner l'hôpital de Marianao, je passe à gauche d'un grand commissariat blanc de plusieurs étages qui occupe tout un pâté de maisons. Bâti dans un style qui est une mauvaise imitation d'un château des années 20 du siècle dernier, il a finalement abrité une espèce de gigantesque commerce de hamburgers baptisé Castillo Blanco. L'édifice est entouré de hauts murs surmontés dans les angles de miradors, aujourd'hui vides, comme ceux que l'on voit dans les cours des prisons. À côté, séparé du château par la rue 110, se trouve un bâtiment annexe, une maison verte relativement grande à deux étages avec des grilles aux fenêtres et d'autres mesures de sécurité. J'ignore à quoi elle sert actuellement, mais c'était autrefois le redoutable quartier général du BRAC, un des héritages les plus infâmes de la CIA à Cuba.

Le 10 mars 1959, soit le même mois où fut exécuté le sous-chef du BRAC, le président Eisenhower présida une réunion de son Conseil national de sécurité où fut discutée la manière dont serait remplacé le gouvernement à Cuba. Ce fut le début d'une politique continue de changement de régime qui a été reprise depuis lors par chaque

administration.

Quand je lis sur les arrestations des 75 dissidents, survenues au cours de ce même mois mais 44 ans après l'exécution du sous-chef du BRAC, et que je vois l'indignation des États-Unis devant leur procès et leur condamnation, il me vient à l'idée une phrase sans doute prononcée à Washington et qui fait le lien entre les réactions des États-Unis en 1959 et les événements de 2003 : « Les salauds, ils sont en train d'attraper nos gars ! »

Un an plus tard, je m'entraînais dans une base secrète de Virginie lorsqu'en mars 1960 Eisenhower approuva le projet qui conduirait à l'invasion de Playa Giron. Nous apprenions les trucs du métier d'espion, y compris la mise de téléphones sur écoute, les micros cachés, le maniement des armes, les arts martiaux, l'emploi d'explosifs et les sabotages. Ce même mois, la CIA, dans son effort pour priver Cuba d'armes à l'approche de l'invasion des exilés, fit exploser un cargo français, La Coubre, alors qu'il déchargeait un embarquement d'armes de Belgique sur un quai de La Havane. Plus de 100 personnes périrent dans l'explosion et dans la lutte contre les flammes. Je vois le gouvernail et d'autres vestiges de La Coubre quand je roule sur l'avenue du port, non loin de la principale gare ferroviaire de La Havane.

En avril de l'année suivante, deux jours avant l'invasion de Playa Giron, une opération de sabotage de la CIA mit le feu à El Encanto, la principale grande surface de La Havane où j'étais allé faire des achats lors de ma première visite dans la capitale, en 1957. Jamais elle ne fut reconstruite. Maintenant, chaque fois que je passe dans la rue Galiano, à Centro Habana, pour me rendre dans le quartier chinois, je traverse le square Fe del Valle, là où se trouvait El Encanto, baptisé du nom d'une femme qui mourut dans l'incendie.

Quelques-uns de ceux qui ont signé des déclarations de condamnation de Cuba après le jugement des dissidents et l'exécution des pirates, connaissent parfaitement l'histoire de l'agression de Cuba par les États-Unis depuis 1959 : les assassinats, le terrorisme, le sabotage et la destruction qui ont coûté près de 3 500 vies et fait plus de 2 000 handicapés. Ceux qui ne la connaissent pas peuvent la trouver dans la classique chronologie historique de Jane Franklin, *The Cuban Revolution and the United States*.

[<http://www.elcorreo.eu.org/IMG/jpg/doc-45.jpg>] Un des meilleurs résumés de la guerre terroriste des États-Unis contre Cuba dans les années 60 nous est livré par Richard Helms, ex-directeur de la CIA, dans son témoignage, en 1975, devant le Comité du Sénat qui enquêtait sur les tentatives de la CIA pour assassiner Fidel Castro. Il reconnut « les invasions de Cuba que nous réalisons constamment sous les auspices du gouvernement », et ajouta : « Nous avions des équipes qui attaquaient constamment Cuba. Nous essayions de faire sauter les sucreries. Nous essayions de faire toute sorte de choses durant cette période. C'était la politique gouvernementale des États-Unis. »

Au cours de la même audience, le sénateur Christopher Dodd commenta à Helms : « Il est probable qu'au moment même où le président était assassiné, un fonctionnaire de la CIA se soit réuni avec un agent cubain à Paris pour lui remettre un engin criminel devant être utilisé contre Castro. » (À noter que le fonctionnaire en question travaillait pour Desmond Fitzgerald, ami de Robert Kennedy et à ce moment-là chef de toutes les opérations de la CIA contre Cuba, et que l'agent était Rolando Cubela, un commandant de l'armée cubaine qui approchait régulièrement Fidel Castro, et dont le nom de code à la CIA était AMLASH).

[<http://www.elcorreo.eu.org/IMG/jpg/doc-46.jpg>]

Desmond Fitzgerald Ancien chef des opérations anti-cubaines à la CIA

Helms répondit : « Je pense que ce qu'ils lui ont remis était une seringue hypodermique. C'était quelque chose du

nom de Blackleaf Number 40, et une réponse à AMLASH qui avait demandé qu'on lui donne un instrument lui permettant de tuer Castro... Je regrette qu'ils ne lui aient pas donné un pistolet. Ils auraient considérablement simplifié l'affaire, qui aurait été moins exotique. »

Si on revoit l'histoire, on constatera qu'aucune administration des États-Unis, depuis Eisenhower, n'a renoncé à l'usage du terrorisme d'État contre Cuba, et que le terrorisme contre Cuba ne s'est jamais arrêté. Il est vrai que Kennedy s'était engagé auprès de Khrouchtchev à ne pas envahir Cuba, ce qui mit fin à la crise des missiles de 1962, et son engagement fut ratifié par les administrations suivantes. Mais l'Union soviétique disparut en 1991 et avec elle l'engagement.

Les groupes terroristes cubains de l'exil, basés pour la plupart à Miami et redevables de leur « compétence » à la CIA, ont poursuivi leurs attaques au fil des ans. Qu'ils aient mené leurs opérations pour leur propre compte ou sous la direction de la CIA, les autorités des États-Unis les ont tolérées.

C'est seulement en avril 2003 que le Sun-Sentinel de Fort Lauderdale a informé, photos à l'appui, que les exilés réalisent un entraînement de guérilla dans les environs de Miami avec les Commandos F/4, un des groupes terroristes actuellement basés dans la zone ; parallèlement, la porte-parole du FBI indiquait que les activités des exilés cubains à Miami ne constituent pas une priorité pour le FBI. On peut trouver sur Internet d'abondants détails sur les activités terroristes des exilés et leurs connexions avec le bras paramilitaire de la Fondation cubano-américaine (FNCA).

[<http://www.elcorreo.eu.org/IMG/jpg/doc-47.jpg>]

Luis Posada Carriles, Agent de la CIA, il prépara notamment l'attentat contre un avion cubain en 1976 dans lequel sont mortes 73 personnes.

Il existe de nombreux rapports sur l'arrestation au Panama en novembre 2000 de quatre terroristes exilés dirigés par Luis Posada Carriles, un homme aux impeccables états de services auprès de la CIA. Ils tramaient l'assassinat de Fidel Castro, qui se trouvait dans le pays pour assister à une conférence. Le curriculum de Posada inclut la préparation de l'attentat contre un avion de Cubana de Aviación en 1976 dans lequel sont morts les 73 personnes qui se trouvaient à bord ; la participation pour la CIA, en 1980 au Salvador, aux opérations de ravitaillement des terroristes « contras » au Nicaragua ; et l'organisation en 1997 de 10 attentats dans des hôtels et d'autres installations touristiques à La Havane, dont un causa la mort d'un touriste italien. Un an après le New York Times reconnaissait que les dirigeants de la FNCA à Miami avaient financé les attentats contre les hôtels. Pendant toutes ces années, Posada a voyagé librement à l'intérieur et hors des États-Unis.

Un autre des terroristes intouchables de la CIA est Orlando Bosch, un pédiatre mué en terroriste. Cerveau avec Carriles de l'attentat de 1976 contre l'avion de Cubana, Bosch fut arrêté avec ce dernier une semaine après le crime et passa onze ans dans une prison vénézuélienne et fut soumis à trois procès. Il fut acquitté à chacun d'entre eux, libéré en août 1987 et arrêté à son retour à Miami, en février 1988, pour violation des conditions de liberté conditionnelle après une condamnation pour actes terroristes. En 1989 le département de Justice ordonna son expulsion pour terrorisme, sur la base de rapports du FBI et de la CIA selon lesquels Bosch avait réalisé 30 actes de sabotage de 1961 à 1968 et avait été impliqué dans un attentat pour assassiner l'ambassadeur cubain en Argentine en 1975. Au terme de conciliabules entre la congressiste de Miami Ileana Ros-Lehtinen, cubano-américaine étroitement liée à la FNCA, et Jeb Bush, chef de la campagne politique de Ros-Lehtinen avant son élection au poste de gouverneur de Floride, le président Bush père, qui était directeur de la CIA à l'époque de l'attentat contre l'avion de Cubana, donna l'ordre au département de Justice, en 1990, d'annuler l'ordre d'expulsion. Bosch fut sorti de prison

et depuis lors circule librement dans les rues de Miami.

Devant l'évidence, à savoir que le gouvernement des États-Unis ne faisait rien pour mettre fin au terrorisme basé à Miami, les Cubains ont choisi, dans les années 90, d'envoyer en Floride leurs propres agents de renseignements qui, se faisant passer pour des exilés, avertiraient de futures actions terroristes. Ils infiltrèrent ainsi quelques-uns des groupes d'exilés et transmettaient de l'information à La Havane, y compris sur les plans de vols illégaux au-dessus de Cuba de Hermanos al Rescate.

Malgré tout, le gouvernement cubain espérait que les États-Unis seraient amenés à agir contre les terroristes basés à Miami. C'est dans ce but que l'île a remis en 1998 une volumineuse information sur les activités terroristes contre Cuba à partir des États-Unis. Mais au lieu d'agir contre les terroristes, le FBI a arrêté 10 membres d'un réseau cubain de renseignements dont la mission était d'infiltrer les organisations terroristes. Plus tard, les cinq fonctionnaires des renseignements cubains qui dirigeaient le réseau ont été jugés à Miami, où les attendait une condamnation certaine pour complot d'espionnage et pour défaut d'enregistrement en tant qu'agents d'une puissance étrangère. Jamais ils n'ont demandé ou obtenu un document confidentiel du gouvernement ou une quelconque information secrète, mais ont reçu des peines draconiennes, dont deux emprisonnements à vie. Le traitement inhumain infligé à ces prisonniers indomptables sur ordre de Washington afin de les détruire moralement et physiquement et de les retourner contre Cuba est sans précédent dans le monde et constitue un châtiment démentiel. Leur liberté est le principal thème politique dans la Cuba d'aujourd'hui.

Plus récemment, en décrétant une guerre interminable contre le terrorisme après les attentats de septembre 2001 d'Al-Qaeda et avant la guerre contre l'Irak, le président Bush a déclaré que l'usage d'aucune arme en possession des États-Unis ne serait interdit, y compris, peut-on supposer, le terrorisme. Mais au lieu de commencer sa guerre contre le terrorisme à Miami, où il a assuré son vol de la Maison-Blanche et dont peut dépendre son élection pour un second mandat, il a lancé la série de guerres préventives que nous avons vues à la télévision, d'abord en Afghanistan et ensuite en Irak, et maintenant il menace la Syrie, l'Iran et d'autres figurant sur sa liste de nations que les États-Unis accusent de promouvoir le terrorisme. Cuba, bien sûr, est injustement placée sur cette liste, mais ici les gens prennent ce fait au sérieux, le voyant comme un prétexte à une action militaire des États-Unis.

Comment la CIA finance dissidents, ONG, fondations, magazines, instituts et syndicats
SOUS l'administration Reagan, au début des années 80, on décida que les opérations terroristes étaient insuffisantes pour imposer un changement de régime à Cuba. Le terrorisme n'avait pas fonctionné, ni l'invasion de Playa Giron, ni l'isolement diplomatique de Cuba, qui avait peu à peu diminué, ni l'embargo économique. Cuba serait désormais incluse dans un nouveau programme mondial pour financer et développer des organisations non-gouvernementales et volontaires qui seraient désignées sous le nom de société civile dans le contexte des politiques néo-libérales globales des États-Unis. La CIA et l'Agence pour le développement international (AID) devaient jouer un rôle crucial dans ce programme, de même qu'une nouvelle organisation établie en 1983 : The National Endowment for Democracy (NED) (Fondation nationale pour la démocratie).

En réalité, ce programme n'était pas si nouveau. Dès sa fondation, en 1947, la CIA avait été profondément impliquée dans le financement secret et la manipulation d'organisations volontaires non-gouvernementales étrangères. Ces vastes opérations couvraient le monde entier et avaient pour cibles partis politiques, syndicats et associations patronales, organisations de jeunes et d'étudiants, groupes féminins, organisations civiques, communautés religieuses, sociétés professionnelles, intellectuelles et culturelles au niveau mondial. Par exemple des opérations médiatiques avaient lieu continuellement dans tous les pays, dans le cadre desquelles la CIA payait des journalistes pour qu'ils publient ses articles comme si eux-mêmes les avaient écrits. Au Directoire des Opérations de la direction de la CIA, ces opérations étaient coordonnées avec les Divisions d'opérations régionales par la Division des organisations internationales (IOD, en anglais), car beaucoup de ces opérations étaient de nature régionale ou continentale, impliquant de nombreux pays, et certaines avaient même une portée mondiale.

Au fil des années, la CIA a exercé une immense influence en coulisse dans de nombreux pays, utilisant ces puissants éléments de la société civile pour pénétrer, diviser, affaiblir et détruire les organisations ennemies de gauche et, même, pour imposer des changements de régime en renversant des gouvernements indésirables. Ce fut le cas, parmi beaucoup d'autres, de la Guyane où en 1964, après dix années d'efforts, fut renversé le gouvernement de Cheddi Jagan par le biais de grèves, terrorisme, violence et incendies perpétrés par des agents syndicalistes internationaux de la CIA. Presque au même moment, alors que je me trouvais en Équateur, nos agents dans la société civile, à travers des manifestations de masses et des troubles civils, provoquèrent deux coups d'État militaires en trois ans contre des gouvernements civils élus. Et au Brésil, au début des années 60, les mêmes opérations syndicales de la CIA se combinèrent avec d'autres activités d'opposition au gouvernement au sein de la société civile et ces actions de masse provoquèrent avec le temps le putsch de 1964 contre le président João Goulart, donnant le coup d'envoi de dix ans de répression politique incroyablement brutale.

Mais le 26 février 1967, le ciel s'écroula sur l'IOD et ses réseaux de la société civile mondiale. Je me trouvais alors en visite à la direction, à Langley, Virginie, près de Washington, après avoir passé trois ans en Équateur et sur le point de gagner l'Uruguay. Ce jour-là, le Washington Post publiait un long rapport révélant une grandiose équipe de fondations, certaines inventées, d'autres réelles, que la CIA utilisait pour financer ses réseaux mondiaux non-gouvernementaux. Ces arrangements financiers étaient connus sous le nom de « conduits de financement ». Aux côtés des fondations furent identifiées de nombreuses organisations réceptrices, dont quelques-unes connues, par exemple des revues intellectuelles, syndicats et instituts de recherches politiques. Rapidement, les journalistes complétèrent le tableau par des rapports signalant les noms et les opérations dans leurs pays qui étaient affiliés au réseau. Ce furent les journées les plus sombres de la CIA depuis le fiasco de Playa Giron (la Baie des Cochons).

Le président Johnson ordonna une enquête et déclara que ces opérations de la CIA devaient prendre fin, mais en réalité il n'en fut rien. À preuve les opérations réussies de la CIA au Chili pour provoquer le putsch de Pinochet en 1973 contre le gouvernement élu de Salvador Allende. On combina dans ce cas les forces des partis politiques d'opposition, syndicats, groupes patronaux, organisations civiques, associations de femmes au foyer et médias pour créer le chaos et le désordre, sachant que tôt ou tard les militaires chiliens, fidèles à la traditionnelle doctrine militaire fasciste en Amérique latine, utiliseraient cette agitation pour restaurer l'ordre et éliminer la gauche. Les opérations s'avérèrent presque la copie conforme de la déstabilisation et du programme du coup d'État au Brésil dix ans plus tôt. Nous nous rappelons tous avec horreur ce qui se passa les années suivantes au Chili.

Nous passons maintenant au présent. Quiconque a vu comment s'est développée l'opposition de la société civile au gouvernement de Hugo Chavez au Venezuela est convaincu que les agences du gouvernement des États-Unis, y compris la CIA, l'Agence de développement international (AID) et la NED coordonnent la déstabilisation dans le pays et se trouvaient derrière le coup manqué d'avril 2002 et la « grève civique » de décembre et janvier dernier.

L'Institut républicain international (IRI en anglais) du Parti républicain a même ouvert un bureau à Caracas. Vous trouverez plus loin davantage d'information sur la participation de la NED, de l'AID et de l'IRI à des opérations de la société civile.

Pour comprendre comment sont montées ces opérations de la société civile, jetons un coup d'oeil sur l'aspect bureaucratique. Lorsque j'ai débuté au cours d'entraînement de la CIA, les deux premiers mots que j'ai appris ont été « discipline » et « contrôle ». Le gouvernement des États-Unis n'était pas une institution de charité, disaient-ils, et tout l'argent devait être dépensé pour un objectif exact, défini. L'officier des opérations de la CIA -ce que j'allais devenir- doit garantir la discipline à travers un contrôle rigoureux de l'argent et des agents tout au long de la chaîne des dépenses. Les ordres donnés aux agents dans le cadre de leurs obligations doivent être clairs et sans équivoque, et l'officier doit empêcher le détournement de fonds par un agent en marge du salaire concerté, en exigeant des reçus pour tous les frais et paiements à des tiers. Les exceptions à la règle exigent une autorisation spéciale.

À la CIA, les activités visant à infiltrer et à manipuler la société civile sont connues sous le nom d'Opérations secrètes et sont régies par des règlements détaillés. Elles requièrent une demande d'argent dans le cadre d'un projet appelé Résumé de projet s'il s'agit d'une nouvelle activité, ou Demande de rénovation de projet s'il s'agit de la poursuite d'une activité existante. Le document émane soit d'une station à l'étranger, soit de la direction, et y figurent la description d'une situation donnée ; les activités devant être réalisées pour améliorer ou changer ladite situation en fonction des intérêts des États-Unis ; un calendrier concernant les objectifs intermédiaires et finals ; les risques et les possibilités de crise (préjudices en cas de détection de l'opération) ; et un budget détaillé accompagné d'information sur toutes les organisations et individus participants, ainsi que la somme destinée à chacun d'eux. Le document contient par ailleurs un résumé de la situation de tout le personnel qui sera impliqué, avec des références à la procédure d'approbation de sécurité opérationnelle et des états de service à l'Agence. Tous les agents impliqués doivent y figurer, depuis les prétendues agences de financement, par exemple les fonctionnaires d'une fondation, jusqu'aux intermédiaires ou récepteurs d'argent.

Outre ces détails budgétaires, une certaine quantité d'argent sans récepteurs identifiés est incluse sous la rubrique D&TO (sigle en anglais), qui signifie Développement et objectif d'opportunité.

L'argent de ce fonds est utilisé pour financer les nouvelles activités qui se présentent durant la période d'approbation du projet mais bien entendu une information détaillée et l'approbation de sécurité sont exigées pour tous les individus qui recevront les fonds. Est également indispensable une déclaration sur le sous-produit d'information secrète qui sera obtenu à travers l'opération proposée. On espère ainsi que l'appui financier d'un parti politique produira de l'information secrète sur la politique interne du pays concerné.

Les Résumés et Renovations de Projets sont soumis à un processus d'approbation dans plusieurs bureaux, notamment la Division des Organisations internationales, et selon le degré de risque et le coût, ils peuvent requérir une approbation hors CIA, c'est-à-dire celle des départements d'État, de la Défense ou du Travail, ou du Conseil national de sécurité, ou même du président. Lorsqu'ils sont finalement approuvés, la Division des Finances de la CIA attribue l'argent et l'opération commence, ou continue s'il s'agit d'une rénovation. Le délai d'approbation et de rénovation est habituellement d'un an.

Tant l'Agence de développement international que la NED établissent indiscutablement des conditions de documentation et procédures d'approbation similaires à celles de la CIA pour le financement de projets dans les sociétés civiles d'autres pays. Toutes les personnes impliquées doivent recevoir l'approbation préalable à travers un processus d'investigation, et chaque agent a des tâches clairement définies. Une commission inter-agences détermine laquelle des trois agences - la CIA, l'AID ou la NED - ou une combinaison des trois, doit réaliser des tâches spécifiques dans les sociétés civiles de pays spécifiques, et quelle doit être la contribution financière de chacune d'elles. Toutes trois ont évidemment travaillé pour développer une société civile d'opposition à Cuba.

Il faut signaler que la stridente Fondation nationale pour la démocratie a ses origines dans les opérations clandestines de la CIA et qu'elle fut conçue après les désastreuses révélations mentionnées plus haut, qui débutèrent le 26 février 1967. Deux mois plus tard, en avril, Dante Fascell, membre de la Chambre des représentants pour Miami et ami intime de la CIA et des Cubains de Miami, présenta avec d'autres représentants un projet de loi qui créerait une fondation « ouverte » pour réaliser ce qui jusque-là avait été un financement secret par la CIA de programmes de la société civile d'organisations des USA (par exemple l'Association nationale des étudiants) ou directement d'organisations étrangères (par exemple le Congrès pour la liberté de la Culture à Paris).

L'idée de Fascell n'a pourtant pas porté ses fruits, car il y a eu rupture de la perspective conjointe des deux partis face à la politique extérieure qui avait prévalu depuis l'administration de Harry Truman après la Deuxième Guerre mondiale. Des divergences surgies dès la fin des années 60 à l'intérieur et entre les deux partis à propos de la guerre dans le sud-est asiatique, puis plus tard, dans les années 70, à propos du Watergate et de la défaite dans la

guerre du Vietnam, et finalement en raison des révélations sur les complots d'assassinat et d'autres opérations de la CIA par des comités d'enquête du Sénat et de la Chambre des représentants, ont empêché les accords et il s'en est suivi des années d'isolationnisme. Seuls les succès des mouvements révolutionnaires d'Éthiopie, d'Angola, de Namibie, du Zimbabwe, de la Grenade, du Nicaragua et d'autres régions ont uni les « guerriers de la Guerre Froide » démocrates et les « internationalistes » républicains pour créer en 1979 la Fondation politique américaine (APF, en anglais). La tâche de la Fondation était d'étudier la possibilité de l'établissement légal d'une fondation financée par le gouvernement pour subventionner des opérations à l'étranger dans les sociétés civiles à travers des organisations non-gouvernementales des États-Unis.

Au sein de l'APF, quatre groupes opérationnels ont été créés pour réaliser l'étude. Un pour les démocrates, un autre pour les républicains, un pour la Chambre de commerce des USA et un pour la Fédération nord-américaine du Travail-Congrès des Organisations industrielles (AFL-CIO). Dans l'ensemble, leur travail fut appelé Programme Démocratie. Ils ont consulté une vaste gamme d'organisations nationales et étrangères et à leurs yeux, le plus intéressant furent les fondations des principaux partis politiques d'Allemagne de l'Ouest financées par le gouvernement : la Friedrich Ebert Stiftung des sociaux-démocrates, et la Konrad Adenauer Stiftung des démocrates-chrétiens. Lorsqu'ont été créées ces fondations, dans les années 50, leur tâche était d'édifier un nouvel ordre démocratique allemand, une société civile basée sur le modèle parlementaire occidental, tandis qu'elles appuyaient la répression des mouvements communistes et de gauche.

Dès le début, la CIA canalisa à travers ces fondations l'argent destiné à des organisations et groupes non-gouvernementaux en Allemagne. Puis, dans les années 60, les fondations ont commencé à appuyer des partis politiques frères et d'autres organisations à l'étranger, et ont aussi canalisé l'argent de la CIA destiné aux mêmes fins.

Dans les années 80, les deux fondations développaient des programmes actifs dans une soixantaine de pays et dépensaient quelque 150 millions de dollars par an. Et le plus intéressant est qu'elles opéraient dans un silence quasi total.

Une opération de la Friedrich Ebert Stiftung donne une idée de leur efficacité. En 1974, lorsque le gouvernement fasciste, vieux de 50 ans, fut renversé au Portugal, pays membre de l'OTAN, des officiers militaires de gauche et communistes prirent en charge le gouvernement. À cette époque les sociaux-démocrates portugais, connus sous le nom de Parti socialiste, auraient à peine pu rassembler assez de militants pour une partie de poker, et tous vivaient à Paris, sans adeptes au Portugal. Grâce à au moins 10 millions de dollars de la Fondation Ebert Stiftung, plus des fonds de la CIA, les sociaux-démocrates revinrent au Portugal, bâtirent un parti du jour au lendemain, le virent grandir et quelques années plus tard le Parti socialiste devint le parti gouvernant au Portugal. La gauche demeura marginalisée et désorganisée.

Ronald Reagan fut dès le début un partisan enthousiaste du Programme Démocratie, décrivant ses plans dans un discours devant le parlement britannique en juin 1982. Le nouveau programme, déclara-t-il, construirait une « infrastructure démocratique » dans le monde entier, suivant l'exemple européen de soutien « ouvert », encourageant « la marche de la liberté et de la démocratie... » Certes les programmes allemands étaient tout sauf « ouverts », mais les programmes US, une fois en marche, ne le seraient pas davantage. En réalité, avant même que le Congrès n'ait créé la NED, Reagan établit ce qui s'appellerait le Projet Démocratie à l'Agence d'Information des États-Unis, sous la direction du département d'État. Une disposition exécutive secrète de l'époque, qui ne tarda pas à filtrer dans la presse, assura la participation clandestine de la CIA au programme. Une subvention initiale de 170 000 dollars fut approuvée pour entraîner des fonctionnaires des médias au Salvador et sous d'autres régimes autoritaires de droite à la manière de traiter la presse des États-Unis. Le programme salvadorien devait être matérialisé par la firme de relations publiques de Washington qui avait représenté la dictature de Somoza.

[<http://www.elcorreo.eu.org/IMG/jpg/doc-48.jpg>]

Dante Fascell Fascell est un des fondateurs du National Endowment for Democracy, canal officiel de financement des organisations anti-castristes de Miami. Ici avec Donald Reagan.

En novembre 1983, le rêve de Dante Fascell finit par devenir réalité. Le Congrès créa la Fondation nationale pour la démocratie et lui octroya pour commencer 18,8 millions de dollars en vue de la formation de sociétés civiles à l'étranger durant l'année fiscale qui s'achevait le 30 septembre 1984. Fascell devint membre du premier Conseil de directeurs de la NED. Alors que la CIA avait initialement canalisé de l'argent à travers un réseau compliqué de « conduits », la NED devenait à présent un « mégaconduit » par lequel l'argent du gouvernement US parvenait aux mêmes organisations non-gouvernementales que la CIA avait financées en secret.

La Fondation nationale cubano-américaine fut, bien sûr, une des premières bénéficiaires des fonds de la NED. De 1983 à 1988, la CANF reçut 390 000 dollars pour ses activités anticastristes. Durant la même période, le Comité d'action politique spécial (PAC), contrôlé par les directeurs de la CANF pour financer des campagnes politiques, attribua une somme pratiquement identique aux campagnes de Dante Fascell et d'autres politiciens amis, une compensation évidente pour les fonds reçus de la NED.

Légalement, la NED est une fondation privée, sans but lucratif, une ONG, et reçoit une assignation annuelle du Congrès. L'argent est canalisé à travers quatre « fondations centrales » établies selon les lignes des quatre groupes de travail du Programme Démocratie. Ce sont l'Institut national démocratique des Affaires internationales (Parti démocrate), l'Institut républicain international (Parti républicain), le Centre nord-américain international de solidarité du travail (AFL-CIO), et le Centre d'entreprise privée internationale (Chambre de Commerce des USA). La NED remet aussi directement de l'argent « à des groupes à l'étranger qui travaillent pour les droits humains, les médias indépendants, le respect du droit, et une vaste palette d'initiatives de la société civile ». (Citation du portail de la NED sur le réseau, mai 2003).

Dans la catégorie non-gouvernementale de la NED, la fiction consiste en ce que ses récepteurs perçoivent des fonds « privés » au lieu de fonds provenant du gouvernement des États-Unis. Ceci est très important car beaucoup de pays, y compris les USA et Cuba, ont des lois relatives à leurs citoyens payés pour la réalisation d'activités pour le compte de gouvernements étrangers. Les États-Unis spécifient qu'un individu ou une organisation « soumis au contrôle étranger », c'est-à-dire qui reçoit de l'argent et des instructions d'un gouvernement étranger, doit être enregistré au ministère de la Justice et présenter des rapports détaillés de ses activités, y compris de ses finances, tous les six mois. Les cinq fonctionnaires des renseignements cubains ont été condamnés pour n'avoir pas été enregistrés, conformément à cette loi.

Cuba a ses propres lois qui pénalisent les actions mettant en danger sa souveraineté ou son intégrité territoriale, ainsi que toute action qui appuie les objectifs de la Loi Helms-Burton de 1996, c'est-à-dire consistant à réunir de l'information pour soutenir l'embargo ou pour renverser le gouvernement, ou encore pour propager de l'information gouvernementale des USA afin d'affaiblir le gouvernement cubain.

La Troika nord-américaine : l'AID, la NED et la CIA

Les nouveaux programmes de Reagan pour la société civile ont commencé avec un immense succès en Pologne. Durant les années 80, The National Endowment for Democracy (NED) et la CIA, dans des opérations conjointes avec le Vatican, ont maintenu actif et en croissance le syndicat Solidarnosc quand il a été déclaré illégal durant la période de la loi martiale qui a commencé en 1981. Le programme a été mis sur pied par Reagan et le pape Jean-Paul II lors de la visite du président américain au Vatican en juin 2002. Ils l'ont fait avec des données des services de renseignement, de l'argent comptant, des fax, des ordinateurs, des équipements d'impression et de

copie de documents, des enregistreuses, des téléviseurs et vidéos, des fournitures et équipements en tous genres y compris des transmetteurs de radios et de télévision, Le syndicat s'est transformé en un parti politique et, en 1989, encouragés par le dirigeant soviétique Mikhail Gorbatchev, Solidarnosc a pris le contrôle du gouvernement. Des années plus tard, en mai 2001, le sénateur Jesse Helms a présenté un projet de loi pour assigner 100 millions de dollars afin de répéter à Cuba, a-t-il dit, les succès de la CIA, de la NED et du Vatican en Pologne.

Des efforts semblables pour développer une société civile d'opposition à Cuba avaient déjà commencé en 1985, avec les premiers subsides de la NED à la Fondation nationale cubano-américaine (FNCA). Ces efforts ont reçu un renfort important quand a été approuvée en 1992 la loi de la Démocratie cubaine, mieux connue comme la loi Torricelli, qui a encouragé l'appui par l'intermédiaire d'ONG étasuniennes à des individus et des organisations à des programmes qui produisent « un changement démocratique non-violent à Cuba ». Une intensification encore plus grande est venue avec l'approbation en 1996 de la loi de la Liberté et de la solidarité cubaine, plus connue sous le nom de loi Helms-Burton. Résultat de ces lois, la NED, l'Agence pour le Développement international (AID) et la CIA, cette dernière non mentionnée en public mais indubitablement participante, ont intensifié leurs programmes coordonnés, orientés vers la société civile cubaine.

On peut se demander pourquoi on peut avoir besoin de la CIA dans ces programmes. Il y a plusieurs raisons. Une de ces raisons a été, depuis le commencement, la longue expérience et l'immense équipe d'agents et de contacts dans les sociétés civiles que possède la CIA dans le monde entier. En s'unissant à la CIA, la NED et l'AID participeraient à un ensemble complexe d'opérations qu'elles pourraient financer tandis qu'elles laisseraient la direction du travail secret quotidien aux agents de la CIA.

En outre, quelqu'un devait contrôler et informer au sujet de l'efficacité des activités des récepteurs locaux. La NED n'avait pas d'agents sur le terrain pour le faire, pas plus que ses principales fondations. Et comme l'argent de la NED était apparemment privé, seule la CIA avait le personnel et les techniques pour réaliser un contrôle discret afin d'éviter que l'on compromette les récepteurs de la société civile, particulièrement s'ils étaient des opposants au gouvernement. Finalement, la CIA avait d'importants fonds qu'elle pourrait transférer silencieusement lorsque les conditions l'exigeraient. À Cuba, la participation d'officiers de la CIA sous couverture à la Section des intérêts des États-Unis serait particulièrement utile puisque les fonds de la NED et de l'AID iraient à des ONG des États-Unis qui devraient trouver des voix discrètes, si cela était possible, pour faire parvenir des équipements et de l'argent aux bénéficiaires à l'intérieur de Cuba. La CIA pourrait beaucoup aider à ce sujet.

La preuve au sujet de la quantité d'argent que ces agences ont dépensé dans leurs projets à Cuba est fragmentaire. Rien n'existe, en public, sur les dépenses de la CIA mais ce que l'on trouve facilement sur les deux autres est intéressant. Le site du réseau de l'AID mentionne 12 millions de dépensés dans des programmes cubains de 1996 à 2001 (moyenne par an, 2 millions de dollars) mais pour 2002, le budget, passé à Bush fils, a bondi de cinq millions de dollars plus des fonds non engagés de trois millions de dollars de 2001, un total de huit millions de dollars. Son budget en 2003 pour Cuba est de six millions de dollars, indiquant un triplement des fonds depuis que la junte de Bush a pris le pouvoir. Ce n'est aucunement une surprise, considérant la quantité de Cubains de Miami que Bush a nommés à des postes importants de son administration.

L'argent, selon l'AID, a été dépensé « à la promotion d'une transition pacifique à la démocratie à Cuba ». Depuis 1996 jusqu'à 2001, on a livré 12 millions de dollars à 22 ONG, toutes apparemment basées aux États-Unis, la majorité à Miami. En 2002, la quantité d'ONG de première ligne était descendue à 12 : The University of Miami, Center for a Free Cuba, Pan-American Development Foundation, Florida International University, Freedom House, Grupo de Apoyo a la Disidencia, Cuba On-Line, CubaNet, National Policy Association, Acción Democrática Cubana, et Carta de Cuba. En outre, l'Institut républicain international a reçu de l'argent de l'AID au profit d'un sous-subsventionné : le Directoire révolutionnaire démocratique cubain, aussi de Miami.

Ces ONG ont un double objectif : l'un orienté vers ses groupes équivalents de Cuba et l'autre vers le monde, surtout par le biais de leurs sites web. Tandis que d'une part elles envoient des fonds et des équipements à Cuba, elles diffusent d'autre part dans le monde les activités et la production des groupes de Cuba. Cubanet à Miami, par exemple, publie les écrits des « journalistes indépendants » de l'Association indépendante de la presse de Cuba, basée à La Havane, et il envoie de l'argent aux auteurs.

Il est intéressant que l'AID affirme sur son site web que ses « subventionnés ne sont pas autorisés à utiliser les fonds des subsides pour fournir de l'aide en argent à des personnes ou organisation à Cuba ». Il est difficile de croire cette affirmation mais si c'était vrai, tous ces millions sont utilisés seulement pour appuyer l'infrastructure de l'ONG basée aux États-Unis, une sorte d'industrie légère anti-castriste subventionnée, sauf pour ce qui peut être livré à Cuba : ordinateurs, fax, machines de photocopie, téléphones mobiles, radios, téléviseurs et magnétoscopes, livres, revues, etc.

Sur son site web, l'AID mentionne sept objectifs pour l'argent : solidarité avec les activités des droits de l'homme, diffusion du travail des journalistes indépendants, développement des ONG indépendantes, promotion des droits des travailleurs, démarches à l'endroit du peuple cubain, planification d'une aide future à un gouvernement de transition et évaluation du programme. Quiconque veut voir à quelles ONG vont combien de millions dans chacun des programmes peut consulter le site www.usaid.gov/regions/lac/cu/upd-cu.htm.

L'affirmation de l'AID de ce que ses ONG subventionnées ne peuvent pas fournir d'argent à des Cubains à Cuba porte à s'interroger sur les plus de 100 000 dollars que les enquêteurs cubains ont trouvé en possession des 75 dissidents jugés, en majorité sans emploi. Une piste peut être trouvée dans la déclaration de l'AID selon laquelle « la politique des États-Unis encourage les ONG et les individus des États-Unis à entreprendre des activités humanitaires, informatives et d'édification de la société civile à Cuba avec des fonds privés... » Se pourrait-il que ces « fonds privés » soient de l'argent de la Fondation nationale de la démocratie ?

Rappelons la fiction de ce que la NED soit une fondation « privée », une ONG. Elle n'a pas de restrictions qui limitent que ses fonds soient utilisés en paiements comptants à l'étranger et, par hasard, la NED finance quelques-unes des mêmes ONG que l'AID. Nous pouvons être sûrs de ce que cela n'est pas le résultat d'une rivalité ou d'un manque de coordination à Washington. La raison est probablement que les fonds de la NED peuvent être utilisés pour des salaires et autres compensations matérielles à des personnes sur le terrain à Cuba. Il existe, après tout, un niveau d'organisations cubaines sous les ONG des États-Unis dans la chaîne de commandement et de l'argent et ce sont là les individus et les groupes de Cuba qui correspondent dans leurs objectifs à ceux des ONG des États-Unis. Il y en a près de 100 et ont des noms (retraduits de l'anglais au français) tels que Bibliothèques indépendantes de Cuba, Tous unis, Société des journalistes Marquez Sterling, Association indépendante de presse de Cuba, Assemblée pour la promotion de la société civile, et le Parti des droits l'homme de Cuba.

Chacun des Cubains dans ces organisations sera totalement identifié avec ses tâches assignées dans la documentation du projet de l'AID, de la NED ou de la CIA qui couvre l'activité, probablement dans une annexe confidentielle, qu'ils soient classés comme activistes des droits humains, journalistes indépendants, bibliothécaires indépendants ou distributeurs de matériel d'information. L'argent, après tout, n'est pas remis à des fantômes ou des esprits, y compris au plus bas niveau. On ne donne pas non plus la liberté aux ONG des États-Unis pour livrer l'argent à n'importe quel mécontent qu'elles trouvent pour le recevoir. Les utilisateurs finals (récepteurs finals) sont les bénéficiaires désignés par écrit tout comme le sont les fondations centrales et les ONG intermédiaires états-uniennes.

Le site web de la NED est volontairement en retard, et montre seulement son programme pour Cuba de 2001. Mais il est instructif. Ses fonds pour des activités cubaines en 2001 ont totalisé seulement 765 000 dollars si l'on veut croire ce qu'ils disent. Cet argent a été donné à 8 ONG en 2001 avec une moyenne de près de 52 000 dollars tandis

qu'une 9ème ONG, l'Institut républicain international (IRI), du Parti Républicain, a reçu 350 000 dollars en faveur du Directoire révolutionnaire démocratique cubain, basé à Miami, comme nous l'avons signalé antérieurement pour « renforcer la société civile et les droits humains » à Cuba. En contraste, cette ONG va recevoir 2 174 462 dollars en 2003 de l'AID, par l'intermédiaire de ce même IRI. Pourquoi donc la NED allait-elle accorder les montants inférieurs et l'AID des sommes aussi immenses, tout cela canalisé au travers de l'IRI ? La réponse, mise à part la tranche de l'IRI, est probablement que l'argent de la NED est destiné aux poches de personnes à Cuba tandis que l'argent de l'AID appuie les infrastructures des ONG des États-Unis.

En suivant l'argent

D'après ce qu'a indiqué le ministre cubain de l'Extérieur, Felipe Pérez Roque, lors de sa conférence de presse du 7 avril et selon les agents de la sécurité cubaine qui ont travaillé au sein de groupes dissidents et que le ministre a montrés sur des images filmées, l'argent des USA est parvenu aux bénéficiaires à Cuba sous forme de mandats familiaux, d'envois délivrés par des messagers appelés « mules », et de paiement par le système Transcard, au travers duquel des fonds débités au Canada sont transférés et retirés à Cuba par des dissidents en possession des cartes de crédit correspondantes. Le ministre a indiqué que la Banque centrale de Cuba a minutieusement suivi le flux d'argent parvenu aux dissidents, sans révéler toutefois ni le montant total au cours d'une période donnée, ni les sommes spécifiques dont ont bénéficié des groupes ou des individus.

Quelles que soient les sommes d'argent arrivées à Cuba, tous ceux qui travaillent dans l'île aux différents projets de dissidents savent que ceux-ci sont promus et payés par le gouvernement des États-Unis et que leur but est le changement de régime. Loin d'être des « journalistes indépendants », des militants « idéalistes » des droits humains, des avocats « légitimes » du changement, ou des « bibliothécaires privés », chacune des 75 personnes arrêtées et condamnées a participé sciemment aux opérations du gouvernement des USA pour renverser le gouvernement et installer un ordre politique, économique et social différent, favorisé par les États-Unis. Ils savaient que ce qu'ils faisaient était illégal, ils ont été découverts et en paient le prix. Simplement, tous ceux qui pensent que ce sont des prisonniers de conscience, des personnes poursuivies pour leurs idées ou leur expression ou des victimes de la répression ne voient pas en eux ce qu'ils sont vraiment : les instruments d'un gouvernement des États-Unis qui a décrété que la Cuba révolutionnaire est son ennemie. Ils n'ont pas été condamnés pour des idées mais pour des actions payées par une puissance étrangère qui a maintenu contre ce pays une guerre de 44 ans aux degrés d'intensité divers.

Penser que les dissidents étaient en train de créer une société civile libre et indépendante est absurde, car ils étaient financés et totalement contrôlés par une puissance étrangère hostile, et ils n'étaient pas le moins du monde libres ou indépendants. La société civile qu'ils voulaient créer n'était pas seulement leur société civile normale, de jardin, de fanatiques de motos Harley ou d'éleveurs de boxers, mais un mouvement politique d'opposition ouvertement favorisé par le gouvernement des États-Unis. Quel gouvernement au monde serait autodestructeur au point de rester passif devant de tels faits ?

Ceux qui souhaitent comprendre comment fonctionne la promotion par les États-Unis d'une « société civile indépendante » dans un secteur donné, les bibliothèques privées par exemple, peut trouver un excellent rapport présenté en novembre 2002 par Rhonda L. Neugebauer, bibliographe, Études latino-américaines, Université de Californie, Riverside, au Conseil de la côte du Pacifique sur les Études latino-américaines, East Los Angeles College. L'étude est le résultat d'une vaste recherche, de visites de bibliothèques privées à Cuba et d'interviews de leurs propriétaires, ainsi que d'une étude du système étatique de bibliothèques à Cuba. Y sont incluses des descriptions du système d'ONG des États-Unis qui appuient les bibliothèques privées, de leur financement par l'AID et de l'information trompeuse que présente ce système.

[<http://www.elcorreo.eu.org/IMG/jpg/doc-49.jpg>]

Vickie Huddleston Chef de la Section des Intérêts des USA à La Havane jusqu'en 2002.

Dans sa conférence de presse, le ministre Pérez Roque a donné un exemple de la manière dont sont travaillées diverses opérations. Il a montré une séquence filmée du procès d'Oswaldo Alfonso Valdés, président du Parti libéral démocratique de Cuba, où Alfonso décrit une réunion avec un fonctionnaire de l'AID et Vickie Huddleston -jusqu'à la mi-2002 chef de la Section des Intérêts des USA à La Havane-, sur la manière d'améliorer la réception de « moyens » et faire en sorte qu'on ne soupçonne pas qu'ils proviennent du gouvernement des États-Unis. Dans le film, Alfonso reconnaît aussi avoir reçu de l'argent et des ressources matérielles du gouvernement US au travers d'organisations basées à Miami.

Selon la loi cubaine, il est illégal de recevoir de l'argent pour exécuter une politique des États-Unis envers Cuba, et ceci suffit pour être condamné. Le groupe majoritaire parmi les 75, les 37 « journalistes indépendants », écrivaient des commentaires sur Cuba en vue de leur publication hors du pays, utilisant Internet pour leur divulgation. Une de leurs organisations à Cuba était l'Association indépendante de presse dont le président, Nestor Bager, était un agent de la sécurité cubaine qui a témoigné devant le tribunal. Des membres du groupe, a-t-il révélé dans un témoignage présenté par le ministre, écrivaient pour le portail sur le réseau Cubanet, basé à Miami, et ils étaient payés à travers le système Transcard, sauf pour les sommes importantes, qui étaient distribuées par une « mule ». Cubanet a reçu 35 000 dollars de la NED en 2001, et recevra 833 000 dollars de l'AID en 2003.

Bager a aussi révélé que lors de visites à la Section des Intérêts des USA, lui et ses confrères ont reçu des instructions sur les thèmes à couvrir dans leurs articles, notamment la pénurie de médicaments, le traitement des malades dans les hôpitaux et le traitement aux détenus dans les prisons. D'une manière générale, les « journalistes indépendants » devaient montrer Cuba sous un jour négatif à l'étranger et justifier le prolongement de l'embargo commercial.

Le ministre Pérez Roque a aussi montré trois lettres datées de janvier et mars 2001 et adressées à Oswaldo Alfonso, le dirigeant du Parti libéral de Carlos Alberto Montaner, un journaliste exilé qui vit à Madrid et est président de l'Union libérale de Cuba (membre de l'Internationale libérale). Montaner est également membre fondateur de la Fondation hispano-cubaine, un projet du parti gouvernant conservateur d'Espagne, et intimement lié à la publication trimestrielle culturelle/politique de l'exil Encuentro de la Cultura Cubana, basée à Madrid et en partie financée par la NED (80 000 dollars en 2001).

À propos des lettres, Pérez Roque a indiqué que toutes trois parlaient d'argent adjoint : 200 dollars, 30 000 pesetas et 200 dollars, ces deux dernières sommes provenant apparemment de gens que Montaner et Alfonso connaissent. Dans la lettre où il est question de pesetas, Montaner écrit : « Très prochainement deux amis espagnols importants t'appelleront pour parler du Projet Varela. J'ai suggéré cinq noms pour fonder la nouvelle idée : Paya, Arcos, Raul Rivero et Tania Quintero ».

Les lecteurs pourront tirer eux-mêmes les conclusions quant à une éventuelle influence étrangère dans le Projet Varela. Oswaldo Paya, bien entendu, est le dissident que l'Union européenne a honoré du Prix Sakharov des Droits humains, pour sa direction du Projet Varela.

Les commentaires sur l'indignation suscitée par l'action de Cuba contre les dissidents soulignaient combien l'adoucissement de Fidel et sa tolérance vis-à-vis de la communauté dissidente avaient amélioré les choses... et soudain ÇA ! En réalité, le 20 mai 2002 a marqué la croisée des chemins : ce jour-là Bush, dans des discours à Washington et à Miami, a annoncé son « Initiative pour une Nouvelle Cuba ». Rappelant le succès obtenu en Pologne, il a annoncé une aide directe et améliorée pour « contribuer à construire la société civile cubaine » qui

conduirait « à un nouveau gouvernement » dans l'île. Je me pose cette question : Serait-ce aller trop loin que de dire que Bush prônait un changement de régime à travers les dissidents ? Les Cubains n'ont pas tu leur interprétation.

La sonnerie aux morts pour « nos petits gars » a retenti lors de l'arrivée, en septembre 2002 d'un nouveau chef de la Section des Intérêts des USA à La Havane, l'équivalent d'un ambassadeur si Cuba et les États-Unis avaient des relations diplomatiques à part entière. James Cason est un diplomate de carrière du Département d'État qui a servi surtout dans des pays latino-américains ; il n'a pas un aspect menaçant. Comme s'il s'était permis trop de déjeuners de deux heures et pas assez de jogging. Otto Reich, fanatique cubano-nord-américain et un des criminels non-accusés de l'Iran-Contra, qui assumait une désignation limitée à la vacance (lisez sans possibilité d'être ratifiée par le Sénat) en tant que secrétaire adjoint d'État pour l'Amérique latine de Bush, a donné le poste à Cason non sans l'avoir auparavant, semble-t-il, profusément asticoté.

Cason s'est abattu sur La Havane comme un agent fédéral super-inspiré des Gangbusters, avec une arrogance incroyable. Mais il faut reconnaître son tour de force. Il a parcouru cette île de long en large, surchauffant ses amis dissidents, « nos petits gars », scellant du même coup leur destin. Son appui à la société civile de Washington à Cuba était à tel point éhonté qu'il semblait à tout le monde qu'il souhaitait qu'on l'expulse en tant que persona non grata, en langage diplomatique. Il a monté un show d'unité avec les groupes en province et à La Havane ; il a distribué à ses favoris, y compris à des agents de pénétration cubains, des laissez-passer de 24 heures de libre accès à Internet et à d'autres installations à la Section des Intérêts ; il a assisté à des réunions au domicile de dissidents, où il a donné l'équivalent de conférences de presse devant des journalistes étrangers ; il a lancé personnellement l'aile juvénile du Parti libéral ; il a fêté des dissidents dans sa résidence officielle et a même accueilli chez lui, un samedi, un atelier de journalistes indépendants. Sa conduite est allée tellement au-delà du protocole diplomatique accepté qu'on pourrait dire qu'elle fut la mère de toutes les provocations.

Mais l'expulsion de Cason aurait conduit à une nouvelle crise avec les USA et les Cubains ne sont pas tombés dans le piège. Durant six mois ils ont attendu et surveillé par le biais de leurs infiltrations hautement placées dans la communauté dissidente de Cason. Et ils ont décidé d'agir. Ils avaient la preuve des activités criminelles d'appui à Helms-Burton et de violation d'autres lois contre la sédition, et ils ont finalement décidé de balayer d'un coup toute la clique de Cason. Et en mars il est resté seul comme le chef nu d'un gang disparu. Ce qui est certain, c'est qu'il n'a pas soufflé mot depuis la détention de ses acolytes.

[<http://www.elcorreo.eu.org/IMG/jpg/doc-50.jpg>]

James Cason Remplaçant Huddleston en 2002 à la Section des Intérêts des USA à La Havane. Nommé par Otto Reich.

Il n'est pas difficile d'imaginer l'amertume, dans la prison, de « nos » 75 « petits gars » lorsqu'ils méditent sur l'imbécillité de s'être laissés emporter par les simagrées de Cason. De sorte qu'à présent Cason et son personnel, y compris les officiers de la CIA et de l'AIB doivent recommencer, pratiquement, à partir de zéro. Mais, mon vieux, fais attention à qui tu recrutes ! Tu pourrais avoir l'honneur, demain, de compter dans tes rangs un autre fidèle de Fidel. On ne sait jamais, n'est-ce pas ? Penses-y la prochaine fois que tu présenteras les formulaires d'approbation de sécurité de la prochaine génération de dissidents.

Sans aucun doute, les Cubains ont soupesé le prix à payer aux amis et ennemis avant de se décider à agir. Et ils savaient qu'ils avaient beaucoup à perdre. Aux États-Unis, le mouvement pour la fin de l'embargo et contre l'interdiction de voyager, au Congrès et dans les rues, ferait rapidement marche arrière en raison des déformations médiatiques. L'entrée de Cuba à l'Accord de Cotonou pour le commerce préférentiel et l'aide avec l'UE serait sûrement gelé, et il le fut. Par ailleurs, la Commission des droits de l'Homme de l'ONU se réunissait à ce moment à

Genève et les USA faisaient leur possible, à coups de menaces et de subornations, pour obtenir l'approbation d'une motion de condamnation de Cuba pour violations des droits humains. Ils ne l'ont finalement pas obtenue, mais le gouvernement cubain était aussi disposé à courir ce risque.

Avec tant d'éléments en jeu, le moment choisi par la direction cubaine pour agir a suscité une intense spéculation. En réalité la communauté dissidente, y compris les détenus, n'a jamais constitué une menace pour la révolution, et Cuba pourrait avoir indéfiniment toléré, infiltré et contrôlé les activités ordonnées par le gouvernement des États-Unis. Mais ce gouvernement aurait pu prendre cela pour un signe de faiblesse, et c'est la dernière chose que l'on souhaite que pense un Grendel.

D'autre part, il y avait une dimension politique interne importante dans la tolérance des insultantes provocations de Cason, du fait qu'elles étaient si largement connues ici. Il était allé si loin que les gens en général s'étonnaient de la tolérance du gouvernement. Ceci aurait pu être considéré aussi comme de la faiblesse par les partisans de la révolution. De sorte qu'ils ont décidé d'en finir une fois pour toutes et d'envoyer un message à ses autres protégés, pour étendre un peu le concept de protection dans le contexte cubain. En 1996, le gouvernement avait mis fin aux vols extrêmement notoires de Hermanos al Rescate en abattant les avions, surtout pour des raisons politiques internes, sachant parfaitement qu'il aurait un prix international à payer. En 2003 il a donc décidé de recourir à la fermeté devant le Grand Théâtre de Cason en dépit de l'opinion internationale. Comme pour l'affaire des avions, il est très probable que la politique interne cubaine, et non pas les réactions internationales, ait déterminé l'occasion.

Les trois exécutions

LA séquestration du bac du port de La Havane, le Baragua, n'aurait pu se produire à un pire moment. Ce fut la 7ème en sept mois, et elle eut lieu le 2 avril, la veille du jugement des dissidents, facilitant aux ennemis de Cuba et à pas mal de ses amis la tâche d'associer deux événements distincts en une seule « vague de répression ».

Le bac n'était en fait qu'une barcasse autopropulsée de faible tirant d'eau, avec une cabine et sûre uniquement sur les eaux tranquilles du port, et cette nuit-là elle avait à son bord une cinquantaine de personnes, y compris des enfants et des touristes étrangers. Les pirates armés la conduisirent en haute mer par un vent extrêmement dangereux de force 4, le combustible s'épuisa et ils menacèrent par radio de commencer à lancer les otages à l'eau si on ne leur fournissait pas suffisamment de carburant pour gagner la Floride. Ce qui est extraordinaire, c'est la facilité avec laquelle les garde-côtes cubains ont convaincu les pirates d'accepter qu'ils remorquent le bac, qui s'en allait à la dérive, jusqu'au port de Mariel, où les forces spéciales ont tendu un piège et où les hommes-grenouilles se sont préparés pour le sauvetage. Après de longues heures d'affrontement, tout s'est terminé en moins d'une minute lorsqu'une française s'est subitement jetée à l'eau, suivie en masse par les autres otages et les pirates. Les otages ont tous été repêchés et les pirates rapidement appréhendés.

Lors du procès l'État a requis, et obtenu, la peine capitale pour les trois chefs de la séquestration, une décision qu'a confirmée une cour d'appel, étant donné qu'il s'agissait d'un acte terroriste d'une extrême gravité, même si personne n'avait été blessé.

Le Conseil d'État devait ensuite ratifier ou commuer la peine. Cuba devait-elle mettre fin à une interruption des exécutions de près de trois ans ? Devait-elle provoquer la réprobation du mouvement mondial contre la peine de mort ? Devait-elle retarder sa décision et laisser ces individus attendre un temps déterminé dans le couloir de la mort -non pas 15 ou 20 ans comme aux États-Unis mais au moins quelques semaines ou quelques mois pour ne pas montrer trop de hâte ? Ou devait-elle commuer la peine en prison à perpétuité et faire preuve de clémence ?

Franchement, étant opposé à la peine de mort, j'ai pensé que le mieux serait une combinaison des deux dernières

alternatives : attendre et commuer la peine.

Mais j'ignorais qu'à ce même moment les forces de la sécurité cubaines enquêtaient sur 29 autres tentatives de séquestration. Du point de vue du Conseil d'État, ceci constituait sûrement le début d'une vague de séquestrations encouragées comme toujours par la Loi d'ajustement cubain de 1966 et la politique discriminatoire à l'égard de tous les immigrants illégaux non-cubains. Il est particulièrement insultant pour Cuba que les pirates soient reçus en Floride comme des héros et que lorsqu'un pilote conduit là-bas, intentionnellement, un avion avec ses passagers, il ne soit pas considéré comme un pirate de l'air mais déclaré uniquement coupable d'extorsion de biens.

S'il est un principe auquel Cuba a toujours adhéré, du moins depuis la crise des missiles de 1962, c'est bien celui de ne jamais fournir aux États-Unis de prétexte à une action militaire. Cuba pourrait éviter un exode comme celui de Mariel ou une crise des balseros. Mais, comme devait le dire Fidel par la suite, une vague de séquestrations constituerait précisément un prétexte à un blocus naval nord-américain, une campagne généralisée de bombardements et une invasion directe. Il fallait mettre immédiatement fin aux séquestrations, et il avait raison. Le 25 avril, le chef du Bureau cubain du Département d'État informait le chef de la Section des Intérêts de Cuba à Washington que les États-Unis considéreraient toute nouvelle séquestration comme une sérieuse menace pour la sécurité nationale des USA. Interpréter cela comme « un de plus et c'est l'action militaire » ne relève aucunement de la paranoïa.

Mais le Conseil d'État n'a pas eu à attendre que cela arrive. Il le savait déjà... Il a ratifié les sentences le 10 avril, et elles ont été exécutées le lendemain matin. On peut trouver des défauts à la décision cubaine en vertu du principe « non à la peine de mort dans n'importe quelle circonstance », mais le fait est que Cuba est l'un des plus de cent pays qui l'ont consignée dans leur législation. Ils venaient tout juste de voir ce que les bombes et les missiles US avaient fait de Bagdad, ils ont vu menacé le travail méticuleux de deux générations de Cubains, y compris leurs centres de science et de technologie, leurs institutions éducationnelles, leurs hôpitaux et leurs cliniques, leur patrimoine culturel et historique, mais le plus important était que des milliers de Cubains mourraient ou resteraient invalides. Et ils n'ont pas confondu les pirates avec les dissidents. C'étaient des délinquants mués en terroristes, qui avaient menacé bien plus que leurs 50 otages.

Cuba ne fut aucunement surprise lorsque, les exécutions et la condamnation des dissidents ayant pratiquement eu lieu en même temps, l'ouragan s'est déchaîné dans le monde entier. Elle y semblait préparée jusqu'à un certain point, mais on a pu sentir un certain impact quand d'anciens amis de la révolution comme Eduardo Galeano et José Saramago se sont unis au chœur des condamnations. Ils ont été rejoints par Chomsky, Zinn, Albert, Davis, Dorfman et d'autres dont les oeuvres sont des trésors de ma bibliothèque, qui ont signé la superficielle déclaration du groupe nord-américain Campagne pour la paix et la démocratie : « Nous soussignés protestons énergiquement contre l'actuelle vague de répression à Cuba... [contre les dissidents]... en raison de leurs activités politiques non-violentes... »

Comme si les dissidents n'étaient pas, au même titre que le terrorisme, l'embargo et la guerre psychologique, des instruments de l'interminable campagne de Washington pour faire de Cuba un autre vassal des États-Unis. Si c'est cela qu'ils veulent pour Cuba, tant pis pour eux. Mais il serait dommage qu'ils aient signé sans penser.

Quelques semaines après les exécutions et les procès des dissidents, lorsque plus d'un million de personnes se sont rassemblées le 1er mai sur la Place de la Révolution de La Havane, le révérend Lucius Walker, un des militants les plus efficaces et dévoués de la solidarité avec Cuba aux États-Unis, a invité avec élégance Cuba à abolir la peine de mort. Fidel a lui en a su gré, disant seulement qu'une telle action était à l'étude. Mais moins de trois semaines plus tard, le 10 avril, un autre groupe de huit pirates armés, arrêtés avant de s'emparer d'un avion, ont été jugés et condamnés. Bien que convaincus de terrorisme et de violence, les chefs de file ont été condamnés à la prison à vie et les autres à des peines allant de 20 à 30 ans.

Les lecteurs remarqueront que nous n'avons pas considéré dans ces pages l'important aspect légal et des droits humains du procès. Parmi les critiques aussi bien du cas des dissidents que celui des pirates figurent des affirmations selon lesquelles les accusés ont été injustement condamnés, sans avoir eu droit à une défense légale adéquate. En ce qui concerne cet aspect, les choses n'ont pas été facilitées par le manque d'information publiée sur les procès. Par exemple, je n'ai trouvé pour aucun des 75 cas, depuis le moment de l'arrestation jusqu'à l'ouverture du procès, aucune chronologie publique faisant état de la date et de l'heure d'actes tels que l'arrestation, la présentation des accusations et les séances de préparation au jugement entre l'accusé et un avocat défenseur. Les accusations écrites n'ont pas non plus été publiées, pas plus que la réponse des accusés et leurs déclarations, ni les décisions des juges, à l'exception des sentences. Ce manque d'information empêche l'évaluation du procès en question.

Cependant, le ministre des Relations extérieures s'est efforcé d'aborder ces critiques dans sa conférence de presse de plus de trois heures le 7 avril, soulignant les origines dans la colonie espagnole des procédures du jugement sommaire et leur large utilisation dans le monde actuel. Il a indiqué aussi qu'aux 29 jugements (pour certains il y avait plus d'un accusé) ont participé 54 avocats, dont 44 choisis par les accusés et 10 nommés d'office par les tribunaux, ajoutant que plusieurs avocats ont défendu plus d'un accusé. Le plus important, c'est qu'il a dit que les accusés ont pu témoigner devant le tribunal, répondant aux accusations et aux questions. Il a mis l'accent sur le nombre de personnes qui ont pu assister aux procès (100 en moyenne à chacun), surtout des proches des accusés. Malgré cela, le manque d'information complète sur les procédures de l'accusation et du jugement ont laissé la porte ouverte aux allégations d'absence de procès juste, allégations qui ne pourront être éclaircies que lorsque les tribunaux fourniront davantage de détails.

Epilogue

À Washington, bien qu'ils pensent que Cuba s'est fourvoyée, les partisans au Congrès d'une législation mettant fin ou allégeant l'embargo et abolissant l'interdiction des voyages se mobilisent à nouveau et introduisent un nouveau texte dans ce sens. Bien que la majorité ait condamné les événements d'avril, il s'en tiennent à leurs principes, convaincus surtout que les Nord-Américains qui vont à Cuba changeront les Cubains. Au fil des années j'ai constaté qu'il se passe exactement le contraire, mais la fin de l'interdiction de voyager est sans aucun doute importante, quelle qu'en soit la raison.

L'Administration Bush, remplie de Cubano-Nord-Américains appartenant à la ligne dure, continue d'augmenter la pression avec l'expulsion de 14 diplomates cubains à Washington et New York sur de vagues accusations d'espionnage. C'est manifestement une décision politique et non de sécurité nationale : quelqu'un au FBI a laissé filtrer l'information selon laquelle la Maison-Blanche semblerait avoir dit au Département d'État d'expulser des Cubains, et le Département d'État aurait demandé quelques noms au FBI.

La source du FBI a précisé qu'aucun des Cubains n'avait fait l'objet d'une enquête pour espionnage. À l'inverse, les représentants cubano-nord-américains de Miami au Congrès, Ros Lehtinen et Diaz-Balart, se plaignent amèrement de ce que Bush ne fait aucun cas de leurs appels à mettre fin une fois pour toutes au problème de Cuba.

À Miami, toutes ces ONG qui s'accrochent aux mamelles de l'AID et de la NED pour maintenir à la fois l'industrie anticastriste et leur confortable mode de vie, devront revenir à leurs ordinateurs et préparer de nouveaux plans pour la société civile à Cuba. Ils devront chercher la manière de sauver leurs fronts équivalents dans l'île et trouver d'autres Cubains de peu de scrupules et de suffisamment d'instinct d'autodestruction pour accepter leur argent.

Ici, à La Havane, James Cason ferait bien de partir discrètement en consultation au Département d'État et de prendre silencieusement sa retraite. Après tout, c'est à cause de lui que 75 de « nos petits gars » ont été enfermés, quelques-uns pour par mal de temps, et tout le bénéfice publicitaire qui a résulté de ses services à Reich ne peut

compense cela. Il est liquidé dans le Service extérieur, même s'il exécutait les ordres de Reich, car c'est Cason et non Reich qui va en payer le prix. Mais, bien entendu, il pourrait peut-être trouver une nouvelle et juteuse carrière anticubaine auprès d'une des ONG de Miami.

À la Section des Intérêts des USA, les fonctionnaires du Département d'État, de l'AID et de la CIA devront maintenant commencer à se mettre en quête de sang neuf, et à présenter pour approbation de sécurité des noms et des antécédents de personnes disposées à travailler avec les ONG de Miami et à marcher sur les traces des 75, et le service de sécurité cubaine les aidera sûrement en leur fournissant des candidats prometteurs, comme il l'a toujours fait dans le passé.

Post-scriptum :

***Philip Agee**, Ancien agent de la CIA, auteur de nombreux ouvrages dont *Dirty Work*, *The CIA in Western Europe*, cofondateur de *Covert Action Quarterly*.